

## FISCALITÉ

## Oxfam redoute un quinquennat d'inégalités

Le 1 % des plus riches et les grands groupes sont les seuls gagnants fiscaux des « réformes », montre l'ONG dans un rapport publié aujourd'hui.

Si les 10 % les plus riches vont gagner en moyenne 1193 euros par an grâce aux réformes fiscales en cours, les 10 % les plus pauvres vont, eux, perdre 337 euros. Ce calcul avancé par l'OFCE et repris par l'ONG Oxfam intègre les baisses de prestations sociales prévues. « C'était très important pour nous de montrer que 16 milliards d'euros de baisses de dépenses publiques, particulièrement sur le logement et la Sécurité sociale, viendront compenser les énormes cadeaux fiscaux faits aux plus riches », explique Manon Aubry, porte-parole d'Oxfam France et corédactrice du rapport.

À l'échelle du 1 % des plus riches, les inégalités apparaissent encore plus criantes, puisque la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) fait gagner 15 000 euros par million possédé. Par exemple, le rapport montre que, pour une fortune de 46,1 milliards d'euros (soit 2,6 millions d'années de Smic) équivalente à celle de Bernard Arnault, cette mesure fiscale pourrait représenter un cadeau de 553,2 millions d'euros. Enfin, s'il payait l'ISF... Soit, pour ce seul exemple, un manque à gagner pour l'État de 1,5 fois le montant de la baisse des APL dont bénéficient pourtant 6,5 millions de foyers. « Entre la réforme de l'ISF et la taxation unique sur

les revenus du capital, ce gouvernement rend 7 milliards d'euros d'un coup aux plus riches, dont 5 milliards au 1 %, poursuit Manon Aubry. C'est une accélération inédite des politiques fiscales injustes qu'on connaît depuis ces vingt dernières années. »

redonner du pouvoir d'achat, les exonérations de la taxe d'habitation (que les 20 % les plus modestes ne payent déjà pas) et la suppression d'une partie des cotisations maladie et chômage font bien pâle figure face à la baisse des prestations sociales et à la hausse de la CSG.

### L'impôt sur les sociétés a chuté de 9 milliards en dix ans

Cette injustice fiscale est tout aussi criante au niveau des entreprises. « Les recettes de l'impôt sur les sociétés (IS), qui taxe les bénéfices, sont passées 64 à 56 milliards d'euros brut en dix ans, déplore Manon Aubry. Et elles tombent à 30 milliards avec les crédits d'impôts (Cice, CIR...). Alors que, sur cette période, les bénéfices ont augmenté de 10 %. Cherchez l'erreur... » Et malgré tous ces cadeaux faits aux grandes entreprises, l'évasion fiscale reste estimée à plus de 20 milliards en France par an pour les seuls grands groupes.

D'autant que, depuis le Brexit, le gouvernement ambitionne de concurrencer la City et d'attirer le monde de la finance.

### L'évasion fiscale reste estimée à plus de 20 milliards par an pour les grands groupes.

Le taux d'impôt sur les revenus de la propriété intellectuelle (marques, brevets technologiques...) a été réduit à 15 %. Le gouvernement Macron a annulé la taxe sur les transactions financières journalières (qui cible spé-

cifiquement le trading haute fréquence) votée en 2016 et retarde au maximum celle en préparation à l'échelle européenne... « La course au moins-disant fiscal entraînée par les paradis fiscaux s'accélère, constate Manon Aubry. De peur que les grands

faut des connaissances spécifiques sur ces sujets. Il n'y aura plus beaucoup d'expertise en santé au travail car il faudrait que le comité social et économique finance 20 % de la somme, ce qui grèverait le budget des instances.

Est-il encore temps, selon vous, pour que les confédérations se rassemblent contre la réforme Macron ?

**PATRICE CLOS** On l'espère. On verra ce qui sortira de notre comité confédéral national, jeudi et vendredi, à Paris. Ce qu'on souhaite, c'est que le transport ne reste pas seul dans la lutte contre les ordonnances.

**JÉRÔME VÉRITÉ** C'est essentiel que les confédérations se voient et travaillent sur les points de convergence. Comme le diable se cache dans le détail, certaines sont mal à l'aise parce que, par exemple, sur la question de l'augmentation de la prime de licenciement, on a vu l'enfumage du gouvernement. Au-dessus de dix ans, ça n'aura aucun effet. L'action dans notre secteur montre que l'unité la plus large est possible. Non seulement la CGT, FO et l'Unsa transport appellent à la grève, mais la CFDT et la CFTC ont expliqué que les ordonnances étaient inacceptables, et il est probable que des militants de ces organisations se retrouvent aux côtés des nôtres. ●

ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR  
SÉBASTIEN CRÉPEL ET LOAN NGUYEN

BONHEUR SANS RÉVOLTE

